



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Seul le texte prononcé fait foi

65^{ème} Session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Réunion de haut niveau chargée d'examiner l'application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en oeuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement

Déclaration de

~~M. Martin Dahinden~~

Jeanine Volken, 1st secretary

~~Secrétaire d'Etat pour la coopération au développement~~

Swiss Mission

New York, 24 septembre 2010

Check against delivery

65th General Assembly of the United Nations

High-level Review Meeting on the Implementation of the Mauritius Strategy for the Further Implementation of the Programme of Action for the Sustainable Development of Small Island Developing States

Statement by

Mr. Martin Dahinden

State Secretary for Development Cooperation

New York, 24 September 2010

Monsieur le Président,

La Suisse reconnaît pleinement l'importance de la Stratégie de Maurice. Sa mise en œuvre est un élément essentiel de nos efforts collectifs pour un développement durable et pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Si ces efforts sont en effet le plus souvent définis de manière globale, c'est leur adaptation à la spécificité de chaque contexte où ils sont entrepris qui permet de combattre la pauvreté et le sous-développement de manière efficace. A ce titre, la situation spécifique des petits Etats insulaires en développement doit retenir toute notre attention.

En particulier, nous reconnaissons la grande vulnérabilité des petites îles en développement face aux effets de changements climatiques auxquels ces pays ne contribuent pourtant que très faiblement ; il y a une réelle injustice dans cette situation. Pour celles et ceux qui habitent ces états insulaires, Il est vital et urgent que des solutions soient trouvées au plan global pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Non seulement les objectifs de la convention cadre sur le changement climatique et ceux du protocole de Kyoto doivent-ils être atteints, mais des objectifs réalistes et réalisables doivent-ils être adoptés pour la période au-delà de 2012.

De plus, il est indéniable que la très petite taille des économies des petits états insulaires, leur isolement géographique ainsi que la faible diversité de leurs ressources constituent des éléments additionnels de vulnérabilité. Des solutions doivent donc être trouvées pour faciliter leur intégration dans l'économie mondiale, en particulier leur participation à la chaîne de production et au commerce global et régional. Certaines de ces solutions ne peuvent être définies qu'au plan global, par exemple dans le cadre des règles régissant le commerce international.

Par ailleurs, certains de leurs problèmes doivent être résolus au plan local. Il s'agit tout d'abord de l'adaptation aux changements climatiques, qui exige notamment des mesures de prévention et de préparation aux catastrophes naturelles. Dans ce contexte, il est nécessaire d'estimer précisément les risques spécifiques à chaque

pays, d'augmenter leur résilience face à ces risques, et de préparer l'intervention de la communauté internationale en cas de catastrophe.

La communauté internationale se doit de soutenir les efforts des petits Etats insulaires en développement pour mettre en œuvre des modèles de développement durable adaptés à leurs situations spécifiques. À ce titre, les agences multilatérales de développement – en particulier le système opérationnel des Nations Unies - doivent jouer un rôle encore plus important que dans les autres contextes de développement. Les petites îles en développement sont nombreuses et dispersées, ce qui rend très difficile pour un pays comme la Suisse de répondre aux besoins de ces pays par sa coopération bilatérale, qui pour être efficace doit répondre à des exigences de concentration géographique.

Monsieur le Président,

La Suisse ne cessera de défendre la cause des populations des petits états insulaires en développement. Elle s'engagera en particulier pour que la réponse multilatérale aux défis que ces pays doivent relever soit renforcée.

Mister President,

Switzerland fully recognizes the importance of the Mauritius Strategy. Its implementation is a crucial feature of our collective efforts towards Sustainable Development and the achievement of the Millennium Development Goals. If, in fact, these efforts are mostly defined at a global level, we need to adapt them to the specificity of each context to fight poverty and underdevelopment in an effective manner. With this regard the specific situation of Small Islands Developing States deserves our full attention.

We also acknowledge the great vulnerability of Small Development Islands to the consequences of Climate Change, while, in fact, this countries are poorly contributing to this phenomenon. There is a real injustice in this situation. It is vital and urgent for these men and women who live in Island States to find solutions at the global level to reduce greenhouse gasses emissions in the atmosphere. Not only the objectives of the Framework Convention on Climate Change and those of the Kyoto Protocol are to be achieved, but also new realistic and achievable objectives must be adopted for the period beyond 2012.

Moreover, there is no doubt that the very small size of the economies of Small Islands States, as well as their geographical isolation and the poor diversity of their resources, represent additional elements of vulnerability. Solutions must be found in order to facilitate their integration in the world economy, in particular their participation in the chain of production and to global and regional trade. Some of these solutions have to be defined at the global level, such as the regulatory framework governing international trade.

Some of their problems need nevertheless to be solved at the local level. First of all, it is about the adaptation to Climate Change, that requires measures of prevention and preparation to natural disasters. In this context, a precise assessment of the specific risks of each country is necessary, as well as preparing the intervention of the international community in case of catastrophe.

The International Community has to support the efforts of Small Island Developing States in order to implement Sustainable Development models which are adapted to their specific contexts. With this regard, multilateral development agencies – in particular the United Nations' operational system – must even play a more important role than in other development contexts. Small Island Development States are numerous and dispersed, which makes it difficult for a country like Switzerland to respond to these countries' needs through its bilateral cooperation, which requires a certain degree of geographical focus to be efficient.

Mister President,

Switzerland will not stop defending the cause of people living in Small Island Developing States. In particular, we will advocate for a stronger multilateral response to the challenges these countries have to face.